

Délibération n° 2018-11-29/21

Objet : Mise en œuvre de la protection fonctionnelle d'un agent

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 29 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-neuf novembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 23 novembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – C. Moreteau - B. Rodriguez – M. Litton - F. Boyer -
J.M Leïendeckers – R. Casas Mateu – A. Jamet - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé, pouvoir à M. Pellet - S. Riscal excusée, pouvoir à J.M. Malek - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Della Ragione excusé, pouvoir à X. Mirault - S. Waselynck excusé, pouvoir à A. Jamet

Absents : C. Germain – A. Estève - C. Prost

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Le principe de la protection fonctionnelle est posé par l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983, dont le premier alinéa dispose que : « Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le Code pénal et les lois spéciales ».

C'est la nature spécifique des missions confiées aux agents publics qui justifie cette protection.

En effet, ces dernières les exposent parfois, dans l'exercice de leurs fonctions, à des relations conflictuelles avec les usagers.

De même, leurs missions leur donnent des prérogatives pouvant entraîner la mise en cause de leur responsabilité personnelle, civile ou pénale.

Ainsi, la Commune est tenue de protéger ses agents qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, ont été victimes des éléments suivants :

- les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils peuvent être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer le préjudice susceptible d'en être résulté;
- les condamnations civiles ou pénales dont ils peuvent faire l'objet en cas de faute de service.

Cette protection consiste à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent et permettre la réparation de ses préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.

Considérant qu'un agent de police municipale, Monsieur Jean-Gabriel Demotte, a subi des menaces dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et s'est constitué partie civile afin d'obtenir réparation de son préjudice moral,

Considérant que l'agent sollicite le déclenchement d'une protection fonctionnelle,

Considérant qu'au regard des faits existants, l'agent n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle ;

Considérant qu'une déclaration a été faite auprès de la SMACL assureur de la collectivité, en vue de la prise en charge de l'affaire au titre du contrat " Protection juridique et défense pénale des agents et des élus";

Au vu de ces dispositions, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir accorder la protection fonctionnelle à l'agent de police municipale, Monsieur Jean-Gabriel Demotte.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 29 novembre 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO

